

Interview de José da Silva Lopes: les négociations commerciales avec la CEE (Lisbonne, 23 octobre 2007)

Source: Interview de José da Silva Lopes / JOSÉ DA SILVA LOPES, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 23.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:34, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_da_silva_lopes_les_negociations_commerciales_avec_la_cee_lisbonne_23_octobre_2007-fr-6add5625-196c-40f3-8e1b-e07931656c5e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José da Silva Lopes: les négociations commerciales avec la CEE (Lisbonne, 23 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Par rapport aux autres pays membres de la CEE à l'époque, quelles étaient les relations économiques entre le Portugal et les autres pays de la CEE?

[José da Silva Lopes] Le Portugal entretenait avec les autres pays de la CEE les mêmes relations que tout autre pays européen n'appartenant pas à la Communauté, c'était un pays tiers. Nos produits étaient discriminés sur le marché communautaire. Par exemple, le concentré de tomate portugais se vendait très difficilement parce qu'on lui préférait l'italien, ce qui était normal. Nous avons les mêmes difficultés que les autres pays de l'AELE et que les autres pays européens qu'ils soient ou non membres de l'AELE, les mêmes difficultés que tout autre pays européen.

Comme vous le savez, après la constitution de l'AELE, la première chose que le Royaume-Uni a faite a été de vouloir négocier un traité avec la Communauté économique européenne, un traité de l'AELE avec la Communauté économique européenne, ce qui ne s'est pas fait car une fois de plus, le général de Gaulle s'y est opposé. Le projet était conduit par Edward Heath, le Premier ministre à l'époque, et qui a été peut-être le dirigeant britannique le plus pro-européen que j'aie connu à ce jour. Le Royaume-Uni a tenté d'adhérer à la Communauté économique européenne et à l'époque, si le Royaume-Uni quittait l'AELE, il était clair que les autres pays de l'AELE avaient intérêt à négocier avec la Communauté économique européenne et le Portugal également. D'ailleurs, les Britanniques eux-mêmes ont poussé – et ils ont bien fait, ils ont fait leur devoir à l'époque, c'était tout à fait correct de leur part – les pays de l'AELE à négocier avec la Communauté économique européenne.

Pour nous, c'était une fois de plus Correia de Oliveira, le ministre qui avait été chargé des négociations européennes. Je voudrais profiter de l'occasion pour dire que l'intégration européenne de ces années-là est due à deux personnes, et surtout à Correia de Oliveira, qui était membre du gouvernement et qui a poussé à l'intégration européenne. Sans lui, nous aurions été intégrés beaucoup plus tard, sans aucun doute. Certainement, aujourd'hui nous serions membres [de la Communauté] mais nous aurions été intégrés beaucoup plus tard. Comme les Espagnols et comme d'autres, nous serions arrivés plus tard. Nous avons été intégrés à l'époque et cela est dû à deux personnes: au prestige de Correia de Oliveira et à la persévérance et à l'audace de l'ambassadeur Rui Teixeira Guerra. Quelle que soit la version de l'intégration européenne du Portugal que l'on raconte, le pays ne peut ignorer ces deux noms.

Nous avons donc à l'époque essayé de négocier avec la CEE également, comme tout autre pays de l'AELE mais le général de Gaulle a une fois de plus refusé l'accès au Royaume-Uni, affirmant que les Britanniques n'avaient jamais été pro-européens, etc., il a donc refusé une fois de plus et on en est resté là. Ce n'est que lorsque le général de Gaulle a quitté la présidence française et qu'il a été remplacé par le président Pompidou que s'est ouverte une nouvelle opportunité pour le Royaume-Uni d'entrer dans la CEE. À cette époque, le Royaume-Uni et le Danemark sont entrés. La Norvège a également tenté d'entrer ou plutôt elle a négocié son entrée mais ensuite c'est le peuple norvégien qui a rejeté l'hypothèse, entre autres, à cause de la pêche. Ainsi, les Norvégiens ont vu la porte de la CEE s'ouvrir pour eux mais ils n'ont pas voulu en profiter, ils n'ont pas voulu entrer mais c'était leur affaire.

Donc, à l'époque, le Portugal, comme les autres pays de l'AELE, a dû négocier avec la Communauté européenne. Moi aussi, j'ai participé à ces négociations, négociations qui étaient conduites une fois de plus au niveau diplomatique par l'ambassadeur Rui Teixeira Guerra. Comme Correia de Oliveira n'était plus au gouvernement, c'est Rui Patrício qui a joué un rôle important, on était d'ailleurs déjà à l'époque de Marcelo Caetano. Mais les choses se sont bien passées, d'un point de vue politique. Il est clair que Rui Patrício s'est bien débrouillé mais il n'avait pas les connaissances, les relations de Correia de Oliveira. Mais somme toute, les choses ne se sont pas mal passées sous cet aspect, l'atmosphère politique était déjà un peu tendue et il y avait déjà beaucoup de réactions négatives.

En effet, l'AELE ne s'était pas jusque-là beaucoup attachée au fait que le Portugal soit une dictature. Nous n'étions pas une dictature dure, ou considérée comme telle, contrairement à la dictature espagnole.

L'Espagne, comme vous le savez, après la guerre civile, a suscité de grandes réactions parmi les autres pays européens, c'est pourquoi l'Espagne n'est pas entrée dans l'OCDE et que nous y sommes entrés. Nous étions considérés comme une dictature qui était du côté des alliés ou qui, tout du moins, collaborait avec les alliés, enfin les choses s'étaient mieux passées entre nous.

Vers 1970, la situation commençait à devenir délicate pour nous, pas tant à cause de la dictature que de la politique coloniale. Les problèmes coloniaux ont commencé en 1960, comme vous le savez, et se sont aggravés avec le temps et à partir de 1970, il y avait déjà une grande hostilité extérieure vis-à-vis du Portugal. L'Europe, à cette époque, n'était déjà plus très encline à négocier avec le Portugal même si elle l'a fait. Je dois reconnaître que cela s'est fait et pour nous, cela a été positif et pour l'Europe aussi, cela a été une bonne chose que les négociations aient eu lieu à cette époque. Cependant, Correia de Oliveira n'était plus en poste, enfin, je pense que son ombre planait encore sur les négociations. C'est l'ambassadeur Guerra qui a conduit les pourparlers au niveau diplomatique, et au niveau technique, c'est moi qui coordonnais notre équipe.

Nous avons donc signé l'accord commercial avec la CEE en 1972. C'était un accord inspiré de l'AELE, il s'agissait notamment de maintenir les relations que nous avions au sein de l'AELE avec le Royaume-Uni et le Danemark. La Suède était restée dans l'AELE mais avec les deux autres, nous avons maintenu les mêmes accords. Il y a eu des cas où nous n'avons pu maintenir ces accords, par exemple, nous n'avons pu maintenir avec la CEE le traitement dont bénéficiait le concentré de tomate dans l'AELE mais il s'agissait de petits ajustements, et d'une manière générale, les mêmes conditions ont été maintenues. Nous sommes également parvenus à maintenir une période transitoire relativement longue, que nous avons même pu prolonger un peu.

Je dois dire qu'il me reste de bons souvenirs de cette période. Je ne guidais pas les négociations au niveau ministériel mais je les guidais au niveau des hauts fonctionnaires de la CEE. À l'époque, celui qui connaissait les négociations du côté de la CEE, c'était le directeur général des affaires étrangères qui était un diplomate néerlandais appelé Wellenstein. Les relations avec lui et avec son équipe ont toujours été fabuleuses et l'une des plus grandes expériences de ma vie a été d'avoir négocié avec eux et les choses se sont bien passées.

Ensuite, après quelques années, le 25 avril est arrivé et la situation s'est améliorée. Je pense avoir répondu à votre question.

[Miriam Mateus] Vous nous disiez que le Royaume-Uni et le Portugal, tous deux membres fondateurs de l'AELE, ont toujours maintenu des relations économiques et commerciales privilégiées. Pour ce qui est de l'adhésion aux Communautés européennes, dans quelle mesure le fait que le Royaume-Uni ait quitté l'AELE, comme vous le disiez il y a peu, en 1973, a influencé la position du Portugal et a amené celui-ci à se rapprocher des Communautés?

[José da Silva Lopes] Comme je viens de l'expliquer, c'est la raison pour laquelle le Portugal, comme les autres pays de l'AELE, ont demandé des négociations pour un accord commercial avec les Communautés et nous avons signé cet accord commercial en 1972. C'est à cause du Royaume-Uni et du Danemark, qui étaient devenus membres de la Communauté, que nous avons tenté de maintenir les conditions dont nous bénéficions, et d'une façon générale, nous y sommes parvenus. Effectivement, il est clair que l'attitude du Royaume-Uni a été décisive.